

EPCC – ÉESI

Conseil d'administration du 19 mars 2025

Délibération n°01-2025

**APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 20 DECEMBRE 2024**

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité le compte-rendu de la séance du Conseil d'administration du 20 décembre 2024.

Le président
Charles Reverchon-Billot

A circular red stamp with the text "EPCC/École européenne de l'image" around the perimeter. A handwritten signature in black ink is written over the stamp.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'EPCC ÉESI
20 DECEMBRE 2024 – ÉESI, SITE D'ANGOULEME



1^{er} collège :

Étaient présent-es :

- Madame Marie-Isabelle Allouch, cheffe du service de la Coordination des Politiques publiques et de l'Appui territorial – Préfecture de la Charente ;
- Madame Anne-Claire Rocton, DRAC adjointe déléguée – DRAC Nouvelle-Aquitaine, site de Poitiers ;
- Madame Juliette Rouillon-Durup, conseillère Enseignement supérieur – DRAC Nouvelle-Aquitaine, site de Limoges ;
- Monsieur Charles Reverchon-Billot, président du conseil d'administration de l'EPCC ÉESI, vice-président Culture et Patrimoine – Communauté urbaine de Grand Poitiers

Étaient excusé-es : monsieur Jérôme Harnois, préfet de la Charente ; madame Maylis Descazeaux, directrice régionale – DRAC Nouvelle-Aquitaine ; monsieur Mathieu Bordes, conseiller Arts plastiques – DRAC Nouvelle-Aquitaine, site de Limoges ; madame Charline Claveau, vice-présidente culture, patrimoine et langues régionales – Conseil régional Nouvelle-Aquitaine ; Madame Martine Pinville, conseillère régionale Nouvelle-Aquitaine ; monsieur Thierry Perreau, conseiller régional Nouvelle-Aquitaine ; monsieur Gérard Desaphy, vice-président du conseil d'administration de l'EPCC ÉESI, Délégué municipal Ville créative UNESCO et Francophonie – Ville d'Angoulême ; monsieur Gilbert Pierre-Justin, conseiller municipal Vie étudiante, enseignement supérieur – Ville d'Angoulême ; monsieur Jean-Jacques Fournié, conseiller délégué Enseignement supérieur – Communauté d'agglomération du GrandAngoulême ; madame Zoé Lorioux-Chevalier, conseillère municipale déléguée à la Coopération extérieure et aux partenariats – Ville de Poitiers ; monsieur Emmanuel Bazile, vice-président Patrimoine intercommunal, rénovation énergétique et ERP, Communauté urbaine de Grand Poitiers

Étaient représenté-es : monsieur Jérôme Harnois, préfet de la Charente par madame Marie-Isabelle Allouch, cheffe du service de la Coordination des Politiques publiques et de l'Appui territorial – Préfecture de la Charente ; madame Maylis Descazeaux, directrice régionale – DRAC Nouvelle-Aquitaine par DRAC adjointe déléguée – DRAC Nouvelle-Aquitaine, site de Poitiers.

Avait donné pouvoir : madame Charline Claveau, vice-présidente culture, patrimoine et langues régionales – Conseil régional Nouvelle-Aquitaine à madame Marie-Isabelle Allouch, cheffe du service de la Coordination des Politiques publiques et de l'Appui territorial – Préfecture de la Charente ; madame Martine Pinville, conseillère régionale Nouvelle-Aquitaine à monsieur Charles Reverchon-Billot, président du conseil d'administration de l'EPCC ÉESI, vice-président Culture et Patrimoine – Communauté urbaine de Grand Poitiers ; monsieur Gérard Desaphy, vice-président du conseil d'administration de l'EPCC ÉESI, conseiller municipal Ville créative et francophonie – Ville d'Angoulême à madame Juliette Rouillon-Durup, conseillère Enseignement supérieur – DRAC Nouvelle-Aquitaine, site de Limoges ; monsieur Jean-Jacques Fournié, conseiller délégué Enseignement supérieur – Communauté d'agglomération du GrandAngoulême à madame Anne-Claire Rocton, DRAC adjointe déléguée – DRAC Nouvelle-Aquitaine, site de Poitiers.

2^{ème} collège :

Étaient présent-es :

- Monsieur Jean-Pierre Mercier, personnalité qualifiée nommée par la Ville d'Angoulême /Communauté d'agglomération de GrandAngoulême ;
- Monsieur Benoît Preteseille, représentant des personnels pédagogiques ;
- Monsieur Hervé Jolly, représentant des personnels pédagogiques ;
- Madame Barbara Benedetti, représentante des personnels administratif et technique
- Madame Salomé Nabet, représentante des étudiant-es du site d'Angoulême ;
- Monsieur Max Vinet, représentant des étudiant-es du site de Poitiers.

Était excusé : Monsieur Richard Lagrange, personnalité qualifiée nommée par l'État

Avait donné pouvoir : monsieur Richard Lagrange, personnalité qualifiée nommée par l'État à monsieur Jean-Pierre Mercier, personnalité qualifiée nommée par la Ville d'Angoulême/Communauté d'agglomération de GrandAngoulême.

Membres de droit avec voix consultatives :

Étaient présent·es :

- Madame Jeanne Gailhoustet, directrice générale par intérim ;
- Madame Aurélie Beaumier, responsable administrative et financière en l'absence de secrétariat général.

Était excusé : monsieur Christophe Peltier, Conseiller aux décideurs locaux – DDFIP de la Vienne

Invité·es :

- Madame Patricia Oudin, chef de projets « formation professionnelle et enseignements artistiques, emploi et accompagnement à la structuration des entreprises culturelles – Région Nouvelle-Aquitaine ;
- Monsieur Sylvain Pothier-Leroux, Responsable Rayonnement territorial et Politique de l'Image – Ville d'Angoulême ;
- Monsieur Thomas Schnabel, directeur du Service Culture – GrandAngoulême ;
- Madame Valérie Pommier, directrice Coordination Culture Patrimoine – Ville de Poitiers et Grand Poitiers ;
- Monsieur Fabien Laville, Chargé du projet de réhabilitation des bâtiments de l'ÉESI, site d'Angoulême (pour le point d'information relatif à ce sujet).

Secrétariat de séance :

- Madame Sophie Burel, assistante de direction, chargée du procès-verbal.

Le président ouvre la séance en remerciant chacun pour sa présence. Il souligne un conseil d'administration un peu particulier au regard de l'absence de représentant·es de la Région Nouvelle-Aquitaine, indisponibles en raison d'une assemblée plénière de la région à la même date, et du vice-président compte tenu d'un conseil municipal à Angoulême de dernière minute.

Après l'annonce des absent·es et des procurations transmises, il informe de l'arrivée de nouveaux membres en leur qualité de représentant·es des étudiant·es. Il précise également la présence d'Aurélie Beaumier, responsable administrative et financière en qualité de membre de droit en l'absence de secrétaire général·e.

Charles Reverchon-Billot relève la nécessité que cette séance puisse se tenir avant la fin de l'année, des délibérations qui vont être présentées devant entrer en vigueur dès le début 2025.

La parole est donnée à Jeanne Gailhoustet, directrice générale par intérim pour un bilan de ses premiers mois d'exercice.

Elle rappelle qu'elle connaît fort bien l'école. Toutefois, après quatre mois dans ses nouvelles fonctions, elle ne peut nier que l'ÉESI n'est pas dans sa meilleure forme, malgré une équipe motivée et dynamique en projets.

Elle note que les effectifs étudiants sont un peu faibles : 261 étudiant·es pour l'année 2023/2024 (161 à Angoulême et 100 à Poitiers) contre 255 étudiant·es pour cette année 2024/2025 (140 à Angoulême et 115 à Poitiers).

L'ÉESI est un établissement qui a de belles perspectives avec la construction d'un bâtiment à Poitiers qui avance bien et le projet en cours à Angoulême.

Concernant le nouveau site de Poitiers, elle informe qu'il sera possible d'en avoir une meilleure vision en mars, quand les murs seront vraiment sortis de terre. Il est souhaité que cela apporte une dynamique, une perspective de développement différente.

Jeanne Gailhoustet met en avant de gros problèmes de délais du fait de l'absence de personnel. Pour exemple, elle souligne que la responsable administrative et financière est toute seule pour gérer les questions de finance,

administrative et de ressources humaines. Sur ce dernier point, elle relève que l'absence d'un-e responsable des ressources humaines est incompréhensible.

Elle évoque le départ de la gestionnaire RH début novembre, il y a eu un tuilage mais cela complexifie les choses, de fait il est difficile d'accompagner les agents dans des délais relativement courts. De même, le changement de statut des techniciens d'assistance pédagogique (TAP) en assistants d'enseignement artistique (AEA) a demandé beaucoup de temps et d'énergie.

Jeanne Gailhoustet demande donc l'attention de l'assemblée quant à la grande difficulté de l'établissement sur le suivi RH avec des problèmes d'accompagnement, d'évolution de carrières et d'avancement des agent-es, d'adéquation du statut et des missions. Il est là pour elle un sujet sur lequel il faut travailler plus précisément.

Sur l'actualité récente de l'école, il est précisé la réalisation du Solstice de la BD (ex/ 24h de la BD) à Angoulême et de la GameJam à Poitiers, dont le souhait est de voir ce projet se développer avec Bruxelles. Ces projets démontrent le dynamisme existant sur l'établissement.

L'ÉESI envisage de retravailler des projets qui apportaient un plus à l'établissement, comme le projet « Dakar » avec le Musée d'Angoulême ou encore la participation de l'ÉESI au Festival international de la bande dessinée (FIBD), dont la participation n'a pas été repensé par l'école faute de temps et d'énergie, et c'est normal vu le contexte.

Du point de vue de Jeanne Gailhoustet, beaucoup de choses devraient être requestionnées.

Pour le prochain FIBD, un partenariat est prévu en lien avec le Musée du Papier avec l'ouverture du plateau vidéo pour une projection de documents en lien avec l'exposition qui s'y tiendra.

Un libraire indépendant sera également présent pour la présentation d'ouvrages d'anciens étudiant-es. Les étudiant-es seront amené-es à présenter leurs travaux, leurs publications...

Jeanne Gailhoustet informe également de la programmation d'un certain nombre de rendez-vous avec le personnel sur des sujets importants comme le règlement intérieur de l'ÉESI, notamment sur son chapitre 2 « temps et horaires de travail ». Ces échanges devront permettre de le présenter lors du Comité social territorial (CST) du 4 février 2025 (après deux réunions préparatoires avec l'ensemble des équipes invitées). Aussi, les avis du personnel devraient être bien pris en compte.

Informant des publications qui sont à la disposition des membres du Conseil d'administration, Jeanne Gailhoustet souligne là que l'école a continué à être très active : la publication « Creative Media » (FICOL 1), la publication du Grand Huit qui regroupe des portraits d'ancien-n-es étudiant-es, la dernière publication du master BD en partenariat avec l'Université de Poitiers.

Précisant que l'ÉESI a des ressources de très grande qualité, avec entre autres des professeurs d'enseignement artistique (PEA) qui ont des projets et des attentes, elle relève alors que l'école doit maintenant arriver à fonctionner correctement.

Pour y arriver, il est important, selon Jeanne Gailhoustet, d'avoir une bonne base administrative pour porter tout cela.

Délibération n°20 – Approbation du compte-rendu de la séance du CA du 19 juin 2024

Benoît Preteseille souligne une coquille en page 4 « ... D'autre part, il estime que la participation aux instances prend du temps, le fait ~~que~~ de n'accepter aucune décharge horaire pour ce travail tout en annonçant vouloir renforcer la participation du personnel est contradictoire... »

La modification souhaitée par Benoît Preteseille ayant été prise en compte et sans autre remarque, le président de séance procède au vote : la délibération n°20-2024 portant sur l'approbation du compte-rendu du Conseil d'administration du 19 juin 2024 est approuvée avec quatorze (14) voix « pour » et une (1) abstention.

Délibération n°21 – Adhésion convention prévoyance CDG86

Parole est donnée à Aurélie Beaumier qui rappelle que la réforme de la protection sociale complémentaire rend obligatoire la participation financière des employeurs publics au financement de garanties minimales relevant de la prévoyance (en matière d'incapacité et d'invalidité) de leurs agents à compter du 1^{er} janvier 2025.

Suite à une procédure de consultation publique, le Centre départemental de Gestion de la Vienne (CDG 86) a souscrit une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès de Territoria Mutuelle pour une durée de six ans, à compter du 1^{er} janvier 2025.

Le CST ayant émis un avis favorable, l'ÉESI peut donc adhérer à la convention de participation après adoption par le Conseil d'administration de la présente délibération.

La présentation n'appelant à aucune remarque, le président procède au vote : **la délibération n°21-2024 portant sur l'adhésion à la convention de prévoyance du CDG 86 est adoptée à l'unanimité.**

Délibération n°22 – Allocation aux parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans

Il est précisé par Jeanne Gailhoustet que cette délibération fait suite à la sollicitation d'un agent concerné par cette situation. Il est pour elle important que l'école puisse répondre à la demande.

Le montant de cette allocation est fixé mensuellement (183€ au 1^{er} janvier 2024) et fait l'objet d'une revalorisation annuelle. Il est précisé qu'elle ne peut en aucun cas être versée aux deux parents.

Charles Reverchon-Billot précise que si cette allocation existe dans la Fonction publique d'État, il y a nécessité de passer par une délibération pour pouvoir la mettre en œuvre à l'ÉESI.

Sans autre remarque, le président procède au vote : **la délibération n°22-2024 portant sur l'allocation aux parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans est adoptée à l'unanimité.**

Délibération n°23 – Convention unique d'adhésion

Aurélie Beaumier rappelle que le CDG 86 a des missions générales obligatoires et des missions facultatives. L'objet de la présente délibération est de pouvoir faire appel à des missions facultatives/complémentaires qui seront facturées par le CDG 86, avec une prise d'effet au 1^{er} janvier 2025.

Charles Reverchon-Billot relève qu'il peut être bien pour l'ÉESI de pouvoir s'appuyer ou d'être accompagnée par le CDG pour certaines démarches telles que le conseil en organisation et expertise en RH, la paie, la réalisation de dossiers de retraite CNRACL...

La présentation n'appelant à aucun commentaire, le président procède au vote : **la délibération n°23-2024 portant sur la convention unique d'adhésion est adoptée à l'unanimité.**

Délibération n°24 – Régime indemnitaire pour les agents en congé de longue maladie ou congé de grave maladie

Présentation par Aurélie Beaumier qui informe que le décret n° 2024-641 du 27 juin 2024 introduit des améliorations concernant le régime indemnitaire des agents en congé de longue maladie ou congé de grave maladie relevant de la Fonction publique d'État (avant ce texte le régime indemnitaire des agents était suspendu pendant ces périodes).

Les collectivités territoriales, qui le souhaitent, peuvent décider, via une délibération, de bénéficier de dispositions similaires à celles de l'État. Il est précisé, qu'en application du principe de parité, les modalités pour les agents de la fonction publique territoriale ne peuvent pas être plus favorables que celle des agents de la fonction publique d'État. Il est brièvement rappelé la différence entre les différents congés pour maladie. Sont concernés par le congé de longue maladie et le congé de longue durée uniquement les fonctionnaires. Sont concernés par le congé de grave maladie, uniquement les contractuels.

L'objectif de cette délibération est d'améliorer la situation des agents de l'EESI en proposant le maintien du régime indemnitaire dans les mêmes proportions que pour les agents de la fonction publique d'Etat, à savoir pour les agents en congé de longue maladie ou en congé de grave maladie : 33% la 1ère année, puis 60% les 2ème et 3ème année. En revanche, les primes resteront suspendus en cas de placement en congé de longue durée.

Sans remarque particulière, le président procède au vote : **la délibération n°24-2024 portant sur le régime indemnitaire pour les agents en congés de longue maladie ou congé de grave maladie est adoptée à l'unanimité.**

Délibération n°25 - Aides à la mobilité internationale

Jeanne Gailhoustet souligne que la délibération a pour objet d'adapter les bourses de mobilité pour les étudiants de l'EESI à partir de l'année académique 2024/2025, en réponse à l'augmentation des demandes de mobilités, notamment hors Europe, et à l'augmentation des montants des bourses Erasmus+.

Ces ajustements visent à mieux répondre aux besoins croissants des étudiants en matière de mobilité internationale.

La délibération n'appelant à aucun commentaire, le président procède au vote : **la délibération n°25-2024 portant sur les aides à la mobilité internationale est adoptée à l'unanimité.**

Délibération n°26 – Adoption des droits d'inscription à la validation des acquis de l'expérience -VAE

Il est rappelé que les cinq écoles supérieures d'art et design de Nouvelle-Aquitaine, regroupées au sein de l'association le Grand Huit, ont mis en place une démarche de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE). Cette démarche permet aux professionnels de la création en art, design et communication d'obtenir le Diplôme national d'art (DNA) et le Diplôme supérieur d'expression plastique (DNSEP).

Le Grand Huit assure la coordination de la VAE, chaque école étant responsable de l'inscription des candidats selon leurs options et profils. À la fin du processus, les diplômes sont délivrés lors d'un jury commun.

Il s'agit donc ici d'adopter, pour l'année universitaire 2024-2025, les droits d'inscription à l'accompagnement et à la procédure menant au diplôme.

Jeanne Gailhoustet informe l'assemblée que cette année, une agente en a fait la demande. Cette VAE est importante tant pour l'EESI que pour l'agente.

Sans remarque particulière, le président procède au vote : **la délibération n°26-2024 portant sur l'adoption des droits d'inscription à la validation des acquis de l'expérience est adoptée à l'unanimité.**

Délibération n°27 - Admission en non-valeur des créances irrécouvrables

Aurélié Beaumier informe le Conseil d'administration que le Service de Gestion Comptable de Poitiers a soumis un état de produits non recouverts, qui nécessite une décision d'admission en non-valeur dans le budget de l'EESI. Selon la législation, seul le trésorier est responsable du recouvrement des créances, sous le contrôle de l'État. Il précise que ces créances n'ont pas pu être recouvrées par le trésorier malgré les procédures disponibles. Le montant total des créances à admettre en non-valeur s'élève à 176,11 €.

La présentation n'appelant à aucune remarque, le président procède au vote : **la délibération n°27-2024 portant sur l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables est adoptée à l'unanimité.**

Délibération n°28 – Tableau des emplois au 1^{er} janvier 2025

Avant de donner la parole à Jeanne Gailhoustet, Charles Reverchon-Billot tient à préciser que les financeurs ont bien conscience des difficultés rencontrées par l'école.

La directrice générale par intérim présente la délibération et informe de la prise de poste de Sophie Leclercq et Patrick André en qualité de directeur-trice des études respectivement sur Poitiers et Angoulême.

Le poste de communication est vacant, le contrat de l'agent en poste arrivant à échéance.

Suite au départ d'un agent au grade d'assistant de conservation, il est apparu indispensable de créer un poste au grade de bibliothécaire. Jeanne Gailhoustet invite à prendre connaissance du manifeste rédigé par l'Association Bear qui regroupe les bibliothèques et centres de documentation des écoles d'art et de design françaises et de Monaco.

En ce qui concerne la coordination pédagogique d'Angoulême, des auditions ont eu lieu hier (19 déc. 2024), et une candidate a été retenue. Les conditions de son arrivée seront étudiées début janvier 2025.

Aurélié Beaumier précise que dans ce tableau des emplois, des lignes avaient été ajoutées afin de prévoir de possibles avancements de grade d'agents de catégorie C et d'un agent de catégorie B, même si cela n'est pas encore budgété à ce jour.

Le président interroge l'assemblée quant aux remarques que la présentation pourrait soulever.

Benoît Preteseille exprime des préoccupations alarmantes concernant la situation actuelle de l'école, soulignant que de nombreuses mesures prises visent à corriger des erreurs accumulées depuis longtemps. Il insiste sur le fait que certaines personnes occupant des rôles clés ne reçoivent pas la reconnaissance qu'elles méritent. Par exemple, le poste de bibliothécaire à Poitiers a été créé en catégorie A, tandis qu'à Angoulême, la même fonction est occupée par une personne recrutée en catégorie B. De même, le poste de coordination à Angoulême est ouvert en catégorie B, alors qu'à Poitiers, l'agent est en catégorie C.

Il s'étonne également de la possibilité pour l'école d'avoir recours à une aide potentielle du CDG 86 pour le suivi des ressources humaines, soulignant l'importance de cette démarche pour rattraper les retards accumulés. Il alerte le Conseil d'administration sur la nécessité que tout cela soit mis en œuvre.

Benoît Preteseille note qu'il y a actuellement neuf postes de PEA vacants sur les 39, et qu'il lui semble peu probable qu'ils soient pourvus prochainement. Il exprime également des inquiétudes concernant le nombre de contractuels au sein de l'école. De même, il souligne que trois PEA ont réussi le concours et qu'ils pourraient être titularisés. De l'attention et de la vigilance sont demandées sur ce point.

Charles Reverchon-Billot remercie Benoît Preteseille pour ses alertes, tout en précisant que la situation ne pourra pas être résolue rapidement. Jeanne Gailhoustet répond qu'il n'est pas possible de régler en 6 mois des situations de plus de 20 ans et qu'il y a parfois des points de blocage (car dans la fonction publique, il y a des réglementations qui s'imposent à nous).

Charles Reverchon-Billot indique qu'il collabore avec Jeanne Gailhoustet sur un principe de prime pour compenser les tâches supplémentaires que certains agents ont dû gérer.

Il mentionne avoir récemment découvert les différences de situation entre les sites, soulignant que la gestion de ces questions est complexe en raison des effectifs actuels (notamment vacance du poste de secrétaire général). Il ajoute que la directrice générale par intérim et la responsable administrative y travaillent et que l'école avance comme elle peut.

Juliette Rouillon-Durup remercie pour ces informations claires car ces anomalies de traitement étaient assez invisibilisées.

Anne-Claire Rocton demande si un plan est envisagé pour les 2 ou 3 années à venir. Jeanne Gailhoustet répond qu'il est difficile de se prononcer en raison d'un manque de visibilité budgétaire et souligne que la responsable administrative et financière est seule à travailler sur le sujet. Elle précise que ce n'est pas seulement une question de budget mais aussi une question de statut. Il convient de distinguer ce qui doit être fait de ce qui peut être fait au regard de la réglementation.

Charles Reverchon-Billot mentionne que certains dossiers urgents vont être gérés en amont du vote du budget prévisionnel.

Jeanne Gailhoustet précise qu'il a été décidé de conserver le poste de coordinatrice pédagogique en catégorie B à Angoulême, qu'il n'est pas normal de laisser l'agente de Poitiers en catégorie C, mais qu'il n'est malheureusement pas possible de la changer de catégorie, au regard des conditions statutaires d'accès à ce grade. Ce principe s'applique aussi pour les agents travaillant au sein des bibliothèques.

Patricia Oudin demande s'il est possible qu'il soit envisagé une hiérarchie entre les catégories A et B. Jeanne Gailhoustet souligne que cela serait problématique, voire inapproprié, les agents effectuant le même travail. Elle précise également que si la coordination intersite sera possible grâce aux directeur-trice des études, il ne peut y avoir de différence de missions.

Jean-Pierre Mercier affirme qu'établir une hiérarchie entre les bibliothèques reviendrait à considérer l'une comme une annexe de l'autre, ce qui est incompatible avec un travail égal sur les deux sites.

Sans autre commentaire, le président procède au vote : **la délibération n°28-2024 portant sur le tableau des emplois au 1^{er} janvier 2025 est adoptée à l'unanimité.**

Délibération n°29 – Décharge horaires pour l'exercice des fonctions des représentant·es des personnels pédagogiques au Conseil d'administration (à la demande des représentant·es des personnels)

Charles Reverchon-Billot informe qu'il s'agit là d'une demande émise par les représentants du personnel, mais qu'il y a nécessité de reporter le traitement de cette demande. Il souligne qu'un travail est en cours concernant le temps de travail au sein du CST et trouve impensable que ce sujet soit traité en amont.

Benoît Preteseille souligne que la direction générale précédente avait affirmé que ce sujet était de la compétence du Conseil d'administration, précisant qu'il ne pouvait pas être intégré dans le cadre du règlement intérieur de l'établissement.

Charles Reverchon-Billot répond que c'est le Conseil d'administration qui se prononcera mais après ce travail.

La délibération n°29-2024 portant sur la décharge horaires pour l'exercice des fonctions de représentant·es des personnels pédagogiques au Conseil d'administration est reportée à la prochaine séance.

Points d'information :

✓ Point sur les projets immobiliers

Site de Poitiers :

Charles Reverchon-Billot informe que le projet progresse bien, avec des réunions de chantier chaque mardi et un comité de pilotage à la fin de chaque mois. Des échanges internes ont eu lieu avec Grand Poitiers pour anticiper les attentes envers l'ÉESI.

Le président estime que le futur site de l'ÉESI sera l'un des plus beaux bâtiments de Grand Poitiers, offrant un espace conséquent, surtout en période de budgets réduits. Cependant, l'agora prévue entre les trois bâtiments est remise en question en raison du retard ou de l'annulation des deux autres édifices.

La question de la clôture du site est également abordée, mais les élu·es craignent qu'elle ne donne une mauvaise image au quartier.

Anne-Claire Rocton interroge sur la possibilité de visiter le site. Charles Reverchon-Billot note qu'une visite avec les partenaires peut être envisagée et demande à Valérie Pommier de s'en charger.

Site d'Angoulême :

Il est rappelé l'annulation de la visite sur site du Préfet de Région le 15 novembre 2024.

Parole est donnée à Fabien Laville en charge du suivi du dossier pour la Ville d'Angoulême qui informe que, lors de la dernière présentation en Conseil d'administration, l'APS 2 a été validé, et qu'une partie des financeurs soutient le projet.

Jeanne Gailhoustet demande qu'il soit confirmé la non-rénovation du bâtiment « édition » et par là même la perte d'espace.

Fabien Laville le lui confirme, mais précise également que l'abandon de l'atelier « Volume » dans la construction de Magelis a permis de maintenir le projet. Le bâtiment N est conservé en réserve foncière par la ville d'Angoulême pour éventuellement l'accueillir à l'avenir, mais il est toujours possible de l'utiliser.

Jeanne Gailhoustet relève que la réduction des espaces et la nécessité de louer ailleurs impliquent des coûts et du temps. Elle alerte sur la non augmentation des budgets de l'établissement.

Charles Reverchon-Billot indique que c'est un échange qu'il faut avoir au niveau politique.

Fabien Laville répond que ce sujet est connu des élus. Anne-Claire Rocton précise qu'il est bien compris par tous, rappelant une inflation importante qui a porté le coût à 8 millions et que plusieurs solutions ont été discutées pour ne pas perdre le projet.

Salomé Nabet demande si la présentation du projet qui situerait l'administration dans le bâtiment qui accueille actuellement l'atelier des étudiant·es de 1^{ère} année, entre autres est toujours d'actualité. Fabien Laville lui répond par l'affirmative.

Charles Reverchon-Billot demande des nouvelles sur le lancement de l'APD, Anne-Claire Rocton indique que cela est à vérifier, mais que cela est attendu pour mars 2025. Fabien Laville précise que l'école est tributaire de l'opération de Magelis et qu'ils sont dans le calendrier.

Marie-Isabelle Allouche mentionne un courrier adressé au Maire d'Angoulême le 25 novembre 2024 précisant que les subventions sont prolongées, mais qu'il est nécessaire que le projet avance avant d'envisager un financement supplémentaire.

Avant de clore ce sujet, Charles Reverchon-Billot souhaite s'assurer que Magelis est bien dans le calendrier, ce que confirme Sylvain Pothier-Leroux, précisant qu'ils en sont aux dossiers de consultation des entreprises (DCE). La livraison du bâtiment construit par Magelis est prévue pour fin 2026.

✓ Lecture d'un communiqué à la demande du Snéad-CGT concernant le recrutement de la direction générale de l'ÉESI par Benoît Preteseille.

« Au nom du syndicat représentatif de l'École européenne supérieure de l'image, nous attirons aujourd'hui votre attention sur les recrutements en cours de la direction générale et du secrétariat général de notre établissement, ainsi que les problèmes récurrents liés à la gestion des ressources humaines. En effet, après de nombreuses années de restrictions budgétaires et de problèmes de pilotage, l'école rencontre une usure des personnels qui font face à un épuisement psychologique et moral : multiplication des arrêts maladie, mal-être au travail, perte de sens et manque de reconnaissance, départs. Il en découle des conséquences sur la pédagogie et nos étudiant·es qui fragilisent l'ensemble de l'établissement. Après de nombreuses alertes en instances et un audit RPS, le syndicat entend insister sur plusieurs points.

Concernant la direction générale :

- l'association des représentants du personnel et des étudiantes de façon représentative (et non consultative) au recrutement du / de la candidat·e ;
- que soit portée une attention particulière aux profils des candidat·es pour le poste à pourvoir avec un examen rigoureux de leurs antécédents professionnels concernant les risques psycho-sociaux, qui ne doivent comporter ni plainte, ni alerte des personnels, ni signalement des syndicats ;
- la co-construction avec l'ensemble des personnels d'un projet d'orientation de l'établissement qui ne soit plus unilatéralement changé à chaque arrivée d'une nouvelle direction ;
- un niveau minimum de connaissances concernant les écoles supérieures d'art, le code général de la fonction publique, les instances professionnelles, la prévention des VSS et des discriminations (...) via des formations obligatoires post-recrutement.

Concernant le secrétariat général :

Alors qu'un échange avec la direction a été amorcé sur la question de la structuration fonctionnelle des services et la redistribution de missions, nous découvrons la publication d'une offre d'emploi de secrétaire

générale dont l'étendue des missions reste inchangée. Il nous semble inacceptable de reconduire à l'identique un poste dont les missions cumulées de responsable des ressources humaines et de responsable administratif et financier génèrent depuis des années des dysfonctionnements majeurs impactant l'ensemble de l'établissement. Une gestion défaillante des ressources humaines en partie liée à une surcharge de travail et à un cumul des missions étaient déjà témoignée par l'ancienne secrétaire générale. Bon nombre de préconisations issues de l'audit sur les risques psychosociaux portaient sur les missions RH, mais ces préconisations n'ont malheureusement pas été suivies par la précédente direction.

Aussi nous demandons :

- que soit substitué au poste de secrétariat général la création d'un poste de direction des ressources humaines, distinct de toutes autres attributions ;*
- que les instances représentatives soient associées au calibrage de ses missions en regard des préconisations du copil RPS ;*
- que les représentants du personnel au CST, qui ont développé une expertise sur plusieurs années de gestion délétaire des ressources humaines dans l'établissement, soient étroitement associées au processus de recrutement;*
- plus généralement, que l'ensemble des outils RH (organigramme, entretiens annuels, archives personnelles des agents) fasse l'objet d'un travail commun rigoureux et d'une attention accrue.*

Après plusieurs années particulièrement difficiles, nous en appelons à un temps d'apaisement et de stabilité. Nous sommes déterminés à défendre un environnement de travail sain et porteur de sens pour l'ensemble des personnels et des étudiant-es. »

Charles Reverchon-Billot se dit être en accord avec le dernier paragraphe lu. Pour ce qui est des autres demandes, il informe en prendre bonne note, qu'il les fera suivre aux partenaires, que certaines avancent et que d'autres sont en cours de traitement avec l'aide de la direction générale par intérim.

Concernant le processus de recrutement pour la direction générale, celui-ci a été lancé en juillet dernier. Si celui-ci a pris un peu de retard, Charles Reverchon-Billot informe toutefois que trois candidatures ont été retenues sur les huit reçues. Le retour de leurs dossiers définitifs est attendu pour début janvier 2025 et qu'un jury de recrutement devrait être mis en place début février 2025.

Le président informe donc que le communiqué transmis par le syndicat arrive à point nommé au regard du calendrier qu'il vient d'annoncer.

Anne-Claire Rocton souligne que les remarques émises sont bien entendues et qu'elles feront l'objet de discussions au sein des services de la DRAC. Juliette Rouillon-Durup précise que les antécédents RPS et VSS sont systématiquement vérifiés après réception des dossiers de candidatures.

Les représentant-es du personnel font part de leur étonnement en entendant que la première phase de sélection pour la direction générale de l'ÉESI se soit faite en l'absence totale du personnel.

Aussi, Benoît Preteseille relève que la question de l'intégration du personnel lors des process de recrutement est une demande régulière, et que les représentant-es du personnel sont obligés de le rappeler systématiquement, comme cela l'a été pour le recrutement des directions des études ou la présence de professeurs d'enseignement artistique (PEA), à titre consultatif, n'avait pas été prévu.

Si le président est favorable à ce qu'il y ait une consultation du personnel, il ne peut l'être pour tout.

En toute transparence, il informe que les trois dossiers retenus, pour la phase finale du recrutement de la direction générale, sont ceux qui peuvent répondre le mieux à ce qui est demandé.

Charles Reverchon-Billot s'étonne toutefois sur le blocage de la présence de personnel pour le recrutement des directions des études. Benoît Preteseille l'informe que la présence de PEA a été communiquée à la dernière minute.

À cela, Juliette Rouillon-Durup indique que la concertation avec les PEA présents lors du jury de recrutement des directions des études a permis que tout se soit bien passé. En accord avec elle, Hervé Jolly souligne que c'était fort intéressant et que cela devrait se faire plus systématiquement.

Lors de la séance précédente, il avait été demandé que le personnel soit associé à la rédaction de la lettre de mission de la direction générale par intérim. Si cela avait été accepté par la présidence, cela ne s'est pas fait. Benoît Preteseille s'étonne donc qu'il faille sans cesse rappeler l'existence du personnel et de l'intérêt de son avis aux élu-es.

Soulignant qu'il n'y a pas de volonté d'obstruction, le président informe qu'un échange se fera avec les autres élu-es pour les recrutements à venir.

Sans autre remarque ou observation, Charles Reverchon-Billot informe que les dates des Conseils d'administration pour les mois à venir vont être prochainement communiquées.

Remerciant chacun pour sa présence et les échanges qui se sont tenus, le président souhaite à tous un bon repos et de bonnes fêtes de fin d'année.

***** Fin de séance : 12h30 *****